



Extract of Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Un-Monde-sans-Minc>

Un Monde sans Minc ?

- Les médias - Economie et publicité - Le groupe Le Monde -



Publication date: lundi 23 juillet 2007

Description:

Et, demain, une presse sans investisseurs ?

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Verrait-on finir *Le Monde* ancien ? Après la démission d'Edwy Plenel en novembre 2004, après la destitution de Jean-Marie Colombani en juin 2007 (Lire « [Un Monde sans Colombani](#) »), l'éviction d'Alain Minc est, depuis plusieurs semaines, à l'ordre du jour... mais toujours pas effective.

Le 13 juillet, un éditorial signé du nouveau directeur, Eric Fottorino, annonce, dans un style contourné, que « *M. Minc et la société des rédacteurs sont convenus qu'une médiation devrait intervenir afin de régler la question de son maintien à la tête du conseil de surveillance de notre groupe.* » [1] Autrement dit : Minc et la rédaction vont tenter de trouver une issue au conflit qui les oppose depuis le 28 juin 2007.

Ce jour-là, en effet, le Conseil de surveillance de la société Le Monde Partenaires se réunissait afin de se prononcer, entre autres, sur le maintien d'Alain Minc dans ses fonctions de président du Conseil. Pour être reconduit, celui-ci devait réunir onze voix (sur vingt) ; il n'en réunira que dix : les dix représentants des actionnaires externes. Parmi les actionnaires internes, on dénombre sept voix contre et trois abstentions. Au terme du vote, pourtant, Claude Perdriel (patron du *Nouvel Observateur*), qui présidait la réunion, déclare Minc réélu. Aux représentants des personnels qui protestent, Alain Minc rétorque qu'il leur appartient, s'il conteste le vote, de porter l'affaire devant les tribunaux. Les représentants des actionnaires internes quittent alors la séance, ce qui empêche l'élection de Pierre Jeantet comme PDG du groupe.

Chantages

Dans les jours qui suivent, Minc se livre à un double chantage. Un chantage au passage en force d'abord : il prévient ainsi qu'un administrateur judiciaire pourrait être nommé à la place de Jeantet si les personnels n'obtempèrent pas. Il n'aura finalement pas à mettre sa menace à exécution car, le 2 juillet, une nouvelle réunion du Conseil de surveillance permet à Pierre Jeantet d'être élu. Mais, dans un second temps, Minc, pour imposer son maintien dans ses fonctions de président du Conseil de surveillance, se livre à un nouveau chantage : un chantage au capital. Dans une interview au *Monde* daté du 3 juillet, il prévient que « *les gens qui ont investi dans le capital de ce groupe ont accepté que les rédacteurs aient des droits spécifiques. Mais si vous leur enlevez, en plus, le droit de choisir leur propre représentant, bonne chance pour trouver à nouveau des actionnaires !* »

Mis en cause ce même jour par un communiqué des syndicats CGT, CFDT, SNJ, CGC du groupe Le Monde lui demandant de « *s'effacer* », défié par les votes des sociétés des personnels des PVC (*Télérama*, *La Vie*,...), des cadres et des employés du *Monde*, de la rédaction du *Monde*, des personnels de *Courrier International*, mais aussi par les lecteurs dont le courrier, à en croire la chronique de la médiatrice Véronique Maurus datée du 30 juin, était très majoritairement favorable à la rédaction [2], Alain Minc leur oppose donc le cynisme brutal d'un fondé de pouvoir des puissances d'argent.

Commentant cette morgue actionnariale, un élu du *Monde* aurait déclaré dès le 28 juin à la sortie du Conseil de surveillance : « *Vraiment, le CAC40 nous fait chier, le CAC40 n'est pas honnête.* » (*Libération*, le 28 juin 2007). Comme s'il découvrait subitement ce qu'il savait probablement de longue date [3]...

... De même que la proximité Minc-Sarkozy est connue depuis longtemps puisqu'elle remonte, au moins, à 1994 [4]. Il est assez étonnant de s'offusquer aujourd'hui seulement de rapports si anciens et, finalement, si peu surprenants : Alain Minc est ou a été administrateurs de plusieurs grandes entreprises françaises, il a aussi été le conseil de nombreux dirigeants du CAC 40 quand Nicolas Sarkozy était lui-même le candidat de cette oligarchie capitaliste [5]. Minc soutien de Sarkozy ? Autant reprocher à un carnivore d'apprécier la viande [6].

Expropriation

La fronde de la rédaction contre les options entrepreneuriales (et les complaisances politiques) de Jean-Marie Colombani et d'Alain Minc est donc tardive. En effet, jusqu'en septembre 2006 [7], la Société des rédacteurs du Monde (SRM) a validé l'ensemble des options de Minc et Colombani : l'entrée de Lagardère au capital de la holding Le Monde SA (le 8 mars 2005) [8], l'introduction (finalement avortée) du titre en Bourse (le 23 octobre 2001) [9] et, pour commencer, le changement de statut de 1994, de Sarl en SA.

Cette transformation a, de fait, constitué un « *putsch (...) perpétré tout en douceur* [10] ». Elle a rogné significativement le pouvoir des journalistes sur leur journal en permettant une emprise toujours plus grande des actionnaires externes. En particulier, « *la réforme des statuts qui intervient abolit la démocratie contradictoire : désormais, c'est le Conseil de surveillance de la SA (présidé par Alain Minc) qui valide et ne peut valider qu'un seul candidat [à la gérance du journal] à la fois. Bien entendu, les rédacteurs réunis en assemblée générale peuvent récuser ce candidat et le Conseil de surveillance doit alors lui en proposer un autre. Mais la nouvelle disposition supprime les campagnes électorales contradictoires ; elle instaure un régime pré-démocratique, voisin de celui qui est en vigueur dans de nombreuses dictatures* [11]. »

Ainsi était entamé, sous la conduite de Minc et de Colombani, et avec l'assentiment d'Edwy Plenel, un processus d'expropriation qui constitue une défaite pour les journalistes et les salariés du *Monde* mais pas seulement pour eux. Expropriation ? Le sursitaire à la présidence du Conseil de surveillance préfère parler d'un passage « *de l'autogestion à la cogestion à l'allemande* » (*Le Monde* du 4 juillet 2007). Et, sur ce point, Jean-Michel Dumay, président de la SRM, le rejoint. Il s'insurge - le même jour dans le même journal - à l'idée que l'on puisse dire que « *les personnels et les rédacteurs entendent verser dans l'autogestion. Affirmer cela est absurde et un rien provocant. Nous ne souhaitons pas nous écarter du modèle consensuel qui fut le nôtre.* » Qu'elle soit dictée par les circonstances ou traduise une position de fond, le résultat de cette protestation est le même : la SRM, par la voix de son président, entérine comme la moins pire des solutions un modèle économique qui tourne le dos au projet originel du *Monde*. Au point que, le 30 juin 2007, dans une interview à *Libération*, le même Dumay flatte les capitalistes qui détiennent en partie son journal pour obtenir d'eux le départ de Minc : « *Il y a parmi les actionnaires dits " externes " ou " partenaires " de grands talents, de grandes compétences : Jean-Louis Beffa, Etienne Pflimlin, Pierre Richard, Pierre Lescure. pour n'en citer que quelques-uns. Ils ont toujours fait preuve, chacun, d'un grand attachement et dévouement au Monde. Je suis convaincu qu'il y a parmi eux quelqu'un qui pourra assumer la fonction de président du conseil. Ou qu'ils sauront être créatifs pour trouver avec nous une solution.* » Comme si le problème était simplement lié à la personne de Minc.

Dépendances

La dépendance économique n'est pas sans effets, même s'ils ne sont pas mécaniques, sur l'indépendance journalistique. Certes, chaque journaliste pris individuellement n'est pas la proie de l'intervention des actionnaires ; et la rédaction, collectivement, n'est pas placée directement sous leurs ordres. Mais qui peut croire que l'orientation éditoriale générale du quotidien puisse rester indifférente à leurs intérêts bien compris, ainsi que le suggère la rengaine permanente sur l'indépendance du *Monde* ? Une rengaine une nouvelle fois fredonnée par le nouveau directeur Eric Fottorino dans son éditorial du 13 juillet : « *C'est dans le respect de ses valeurs que Le Monde poursuit sa route. En toute indépendance.* » En toute indépendance ?

Mais de quelle indépendance parle-t-on ? De l'indépendance capitalistique, quand l'endettement net du groupe *Le Monde* est de 62 millions d'euros pour 146 millions d'euros de pertes cumulées sur six exercices consécutifs (d'après *Stratégies* du 21 juin 2007), une dette en partie remboursable en action (69 millions d'euros d'obligations remboursables en actions émises arrivent ainsi à échéance entre 2012 et 2014 [12]) ? De l'indépendance financière, quand on sait l'importance des revenus publicitaires pour l'équilibre du journal [13] ? Et enfin, quelles sont les conséquences de cette dépendance économique sur l'indépendance éditoriale quand, comme l'expliquait Jean-Marie Colombani lui-même en 2004 : « *Nous devons souscrire d'autant plus naturellement à l'économie de marché que*

nous jouons chaque jour notre vie [14] ».

Les actionnaires ne tiennent évidemment pas la plume des journalistes pris un à un et les interventions directes sont exceptionnelles. Il reste que des considérations mercantiles liées à la situation économique des journaux amènent les rédactions à adapter leur « offre » éditoriale à des exigences commerciales qui échappent de plus en plus à leur contrôle. Et la nomination aux postes stratégiques de personnalités ajustées aux attentes des actionnaires est, de ce point de vue, très efficace. Ainsi, quand le nouveau directeur écrit : « *M. Minc ne s'est jamais permis la moindre intervention, même habilement camouflée, sur nos contenus éditoriaux.* », on est tenté de lui opposer certains passages du récent livre *Petits Conseils* (Stock) de Laurent Mauduit selon lequel le traitement de certaines affaires économiques par le « journal de référence » aurait été en partie influencé par les liens de Minc à certaines huiles du CAC 40 [15]. Mais quand bien même : quelle nécessité y aurait-il pour Alain Minc d'intervenir quand les dirigeants du groupe et du journal ont été imposés par lui-même à une rédaction contrainte d'approuver le casting ? Rappelons que, d'après *Stratégies* (le 21 juin 2007), la SRM préférerait Philippe Thureau-Dangin à Pierre Jeantet, candidat du président du Conseil de surveillance qui l'avait d'ailleurs recruté au poste de directeur général du groupe.

Connivences

Il est désolant d'avoir à répéter de telles évidences, mais le capitalisme financiarisé accroît la dépendance à l'égard d'ambitions stratégiques de groupes qui attendent, sinon de la presse écrite, du moins de leurs investissements multimédias, qu'ils dégagent non de simples bénéfices, mais des profits toujours croissants. Le capitalisme financiarisé, en outre, repose sur une concurrence qui n'interdit pas, au contraire, connivences et coalitions. Quand la chefferie du *Monde* est bousculée par ses ouailles, les obligés se mobilisent. On a vu le rôle joué par Claude Perdriel, PDG du *Nouvel Observateur*, administrateur du *Monde* et employeur de Jean-Marie Colombani à *Challenges*, dans la tentative de « coup d'Etat » d'Alain Minc et, précédemment, lors de l'éviction de Colombani [16].

Et les intercesseurs entre les sommets du microcosme économique et ceux du microcosme éditorial ne manquent pas. On peut ainsi évoquer le cas de Bernard-Henri Lévy dont *Le Monde* a publié de nombreuses tribunes (certaines en tant qu'« éditorialiste associé »), des reportages (souvent grotesques [17]) et qui est un ami très proche d'Alain Minc [18]. Au moment du départ de Jean-Marie Colombani, dans son bloc-notes du *Point* (le 28 juin 2007), BHL adresse à l'ancien directeur un salut poignant et en profite pour lui renvoyer, encore une fois, l'ascenseur : « *Jean-Marie Colombani quitte, aujourd'hui, Le Monde. C'est le jeu, dira-t-on. Soit. Mais on n'empêchera pas l'observateur de trouver qu'il y a parfois des jeux bizarres (recueillir la majorité des suffrages exprimés et être réputé « mis en minorité ») et, peut-être, dangereux (au moment où un autre quotidien, économique celui-là, tremble pour son indépendance, était-il prudent de mettre à l'écart l'un de nos rares grands journalistes à être aussi un chef d'entreprise et à avoir fait de l'indépendance du groupe qu'il avait su bâtir autour de son journal, une obligation quasi sacrée ?). Les amis du Monde (...) souhaiteront bonne chance à la nouvelle équipe. Les amis de Colombani (...) se consoleront en retrouvant, dans le recueil de ses éditoriaux (" Au fil du Monde ", Plon), le parfum de ses années-Monde.* [19] »

Mais, en matière de solidarité, la palme revient sans doute à Vincent Beauvils, directeur de la rédaction de *Challenges*. Dans son éditorial du 5 juillet, après une introduction de rosière rappelant pour la forme les liens qui unissent son magazine au *Monde* (Jean-Marie Colombani éditorialiste de *Challenges*, et Claude Perdriel, « *notre directeur [qui possède] un - petit - ticket dans le capital du quotidien, ainsi qu'un fauteuil à son conseil de surveillance. C'est dire si je suis mal placé pour en parler. Ou trop bien. Dans la banque, on appellerait cela un conflit d'intérêts. Moi, je parlerai plutôt d'intérêt pour un conflit* »), Beauvils sermonne les salariés du quotidien vespéral : « *En termes économiques, Le Monde n'est pas seulement un objet unique par la structure de son capital, contrôlé in fine par sa rédaction : avec l'application normale des règles du jeu capitaliste, il n'aurait pas pu survivre aux 157 millions d'euros de pertes cumulées enregistrées six exercices durant. Si le navire n'a pas sombré, c'est évidemment grâce aux efforts d'une rédaction qui a maintenu la puissance éditoriale et la marque du journal ; mais aussi grâce aux multiples opérations financières de son président du conseil de surveillance, Alain Minc, apporteur de près de 200 millions d'euros de fonds, dans des structures des plus alambiquées, avec toujours comme contrainte le respect*

du contrôle capitalistique de la rédaction. Et voici que, au lieu de boucler la boucle, les actionnaires majoritaires donnent leur congé à celui qui les a maintenus hors d'eau, après s'être séparés de Jean-Marie Colombani, sans doute tombé pour les avoir trop protégés. Alors que les journalistes des Echos, autre fleuron - rentable, lui - de la presse quotidienne, craignent d'être rachetés par un actionnaire capitaliste - un vrai, lui -, le geste de nos confrères ressemble surtout à un manque de lucidité. »

La présentation de Beauvils, elle, manque non seulement de dignité mais surtout d'exactitude. Les « multiples opérations financières » de Minc et de Colombani ont fait exploser l'endettement du groupe et l'ont rendu irrévocablement dépendant des capitaux externes et des bénéfices des filiales... rachetées grâce aux prêts généreusement consentis. Et le capital n'est plus, depuis longtemps, « contrôlé *in fine* par la rédaction » puisque les journalistes et les salariés n'en sont plus les « actionnaires majoritaires » [20].

Brutalités

Le capitalisme médiatique, c'est aussi la soumission à la brutalité du marché qui se moque des chartes déontologiques et des pieux engagements. En 1997, Jean-Marie Colombani confessait sa découverte de cette réalité du monde des affaires : « Il est rare qu'un journaliste plonge dans le milieu des affaires. Il y a donc eu pour moi une part de découverte. J'avoue donc une certaine candeur en vous disant que l'idée que je me faisais du capitalisme n'était pas celle de la jungle, mais d'un monde codifié où une parole est une parole [21]. » Reste que *Le Monde* sous Minc, Colombani et Plenel est devenu un prédateur dans cette « jungle » et que le candide a fait preuve par la suite de la violence requise dans ce « milieu tempéré » [22].

Prédation, expropriation des salariés, système de connivences : le départ probable d'Alain Minc marquerait la fin d'une époque pour *Le Monde*. Mais la nouvelle équipe ne semble pas s'inscrire dans une stratégie de rupture par rapport aux évolutions observées depuis 1994. Et, plus généralement, c'est la question de la marchandisation et de la financiarisation du secteur de la presse qui est une nouvelle fois posée à travers le cas du « journal de référence ».

Rapports de force

Au sujet des conflits en cours aux *Echos* et à *La Tribune*, Nicolas Sarkozy affirmait récemment sur le ton de l'évidence qu'il affectionne : « Les journaux se font avec des actionnaires [23]. » Le Président de la République ignorait ainsi l'ensemble de la presse sans but lucratif et, en particulier, la presse associative. Il tendait également à naturaliser ce qui relève d'un processus historique régressif, comme le font systématiquement les défenseurs d'un secteur des médias financiarisé (et partant concentré). Cette naturalisation est politique. Elle sert les intérêts des oligarques (Arnault, Bolloré, Bouygues, Dassault, Lagardère, Pinault...) si proches personnellement et, surtout, politiquement de Nicolas Sarkozy. On peut et on doit leur opposer des propositions pour transformer cet ordre médiatique qu'ils souhaitent toujours plus dépendant. L'exemple du *Monde* montre la pertinence et la nécessité du projet consistant à inventer un statut de société de presse à but non lucratif [24]. Mais le cas récent du « journal de référence », le cynisme et la brutalité des hiérarques et des actionnaires nous instruisent aussi sur la nature du problème. Il ne s'agit pas simplement d'« ouvrir un débat » sur le devenir de la presse. On est en présence d'un rapport de force qui ne s'inversera que par les mobilisations des salariés des médias [25] mais aussi de tous ceux qui pensent que si un autre monde est possible, d'autres médias le sont aussi. Et, pour commencer, un autre *Monde* ... ?

Grégory Rzepski.

[1] Alain Minc pourrait, par ailleurs, se voir confier une mission sur le financement de la presse par Nicolas Sarkozy qu'il a ardemment soutenu dans la campagne présidentielle. Selon l'AFP, le président du Conseil de surveillance du *Monde* a démenti toutes ces informations.

[2] Véronique Maurus écrit ainsi : « Depuis la crise ouverte entre la rédaction et Alain Minc, le 26 juin, les lettres ont afflué. Fait notable : alors que les jugements sur Jean-Marie Colombani étaient plus partagés, seules deux lettres reçues au moment où nous écrivons cette chronique ont exprimé une solidarité avec M. Minc. »

[3] Une indignation qui en rappelle une autre, lors de la « crise » à *Libération*, au printemps 2006 : « quand M. de Rothschild congédia Serge July, fondateur et directeur de la publication, une représentante de la société civile des personnels s'étonna de la naïveté de ses camarades. " Ils découvrent que *Libé* est aussi une entreprise ; qu'il y a un patron, un actionnaire, un mode de fonctionnement auquel on ne peut pas couper." » Propos de Muriel Gremillet rapportés dans *Les Inrockuptibles* du 20 juin 2006 et cités par Pierre Rimbert, [« Des journalistes au bord de la rébellion »](#).

[4] Alain Minc était alors conseiller du Premier ministre Edouard Balladur pour qui il coordonna un rapport, « La France de l'an 2000 », quand Sarkozy était le bras droit de Balladur et le porte-parole de son gouvernement.

[5] Lire ici même [« Sarkozy et les médias, les médias face à Sarkozy »](#).

[6] Même si Alain Minc aurait peut-être préféré Dominique Strauss-Kahn au candidat de l'UMP...

[7] Voir [L'Actualité des médias n°52](#) dans laquelle nous écrivions : « Contre l'avis de la Société des rédacteurs du Monde (SRM) qui a voté contre à 54 % ainsi que 85 % du personnel de *Télérama* et en dépit de toute logique comptable (un endettement de 140 millions d'euros en cinq ans), Le Monde de Colombani, passe outre, et achète Le Midi Libre, La Provence et Nice-Matin. (...) Le même Colombani a refusé de séparer le poste de directeur du quotidien de celui de directeur du groupe, comme le réclamait aussi la SRM. »

[8] Lire ici même [« L'actualité des médias n°38 \(15 fév. au 15 mars 2005\) »](#).

[9] Lire ici même [« Préparatifs pour un Monde boursicoté. \(1\) Les rédacteurs »](#).

[10] Pierre Péan et Philippe Cohen, *La Face cachée du Monde*, Mille et une nuits, février 2003, p. 164. À propos d'un précédent passage en force des actionnaires dans lequel Minc et Colombani étaient déjà impliqués, lire le témoignage d'Alain Rollat, dans *Ma part du Monde, Vingt-cinq ans de liberté d'expression* (édition de Paris, 2003), résumé ici même dans [« Les coulisses de la conquête du Monde Rollat sur Vernet »](#).

[11] Pierre Péan et Philippe Cohen, *ibid.*, pp. 163-164. La récente « compétition » entre Alain Genestar, Pierre Jeantet, Bruno Patino et Philippe Thureau-Dangin pour la présidence du *Monde* n'a en rien constitué une « campagne contradictoire » entre candidats issus de la rédaction : simplement, trois cadres du groupe et un dirigeant de presse ont subi un examen d'embauche pour un poste conformément aux pratiques en vigueur dans n'importe quelle entreprise de cette taille.

[12] Un tel passif n'empêche pas Fottorino de rendre hommage aux « services rendus par [Minc], depuis de nombreuses années, pour défendre la pérennité économique du Monde [qui] méritent notre gratitude » dans ce même éditorial.

[13] Comme PLPL n°1 l'avait noté, les réclames de TF1 ont constitué la quasi-totalité des recettes publicitaires du supplément télévision du Monde entre 1997 et 1999. Pierre Péan et Philippe Cohen notent pour leur part que le journal « n'a plus couvert les démêlés du groupe Bouygues avec la justice depuis 1997. », *op. cit.* p.363.

[14] Cité par PLPL dans [« Vive la grève ! A bas le PPA ! »](#).

[15] Laurent Mauduit revient ainsi sur le départ en retraite d'Antoine Zaccharias, ex-PDG de Vinci. Celui-ci réclamait des indemnités pharaoniques qui lui ont finalement été refusées par son Conseil d'administration malgré le vote favorable à Zaccharias d'un certain Alain Minc, administrateur et conseil du groupe. L'ancien journaliste économique au quotidien vespéral écrit : « Le lendemain de la chute spectaculaire du patron de Vinci, [Le Monde], dans son édition datée du 3 juin 2006, se distingue de tous les autres journaux. Alors que toute la presse s'attarde sur le montant des

stocks-options perçus par le PDG déchu, le quotidien fait parler plusieurs administrateurs du groupe, curieusement anonymes, qui tous chantent les louanges d'Antoine Zaccharias. » (*Petits conseils*, Stock, 2007, pp. 88-89). Mauduit affirme également avoir quitté son journal car « *un passage qui aurait pu ternir gravement la réputation du patron des Caisses d'épargne et celle de son épouse* » (*ibid.*, p. 43) aurait été retiré d'un de ses articles au moment de la publication, en raison, selon lui, des négociations en cours entre la banque et le journal pour une contribution « *au financement de la fusion entre les Journaux du Midi du Monde et ceux du groupe Lagardère* » (*ibid.*, p. 43). Sur les réserves que peut inspirer le livre de Laurent Mauduit, lire « *Le système " j'oublie tout "* » dans *Le Plan B* n°8.

[16] Pour un rappel, lire « [Un Monde sans Colombani](#) ». La société des rédacteurs du *Nouvel Observateur* s'est d'ailleurs désolidarisée de son PDG (Lire sur le site [Nouvelobs.com](#) : « [Un mépris des règles](#) »).

[17] Lire, par exemple, « [Une « exclusivité » du Monde : le tourisme de propagande de BHL en Israël](#) ».

[18] Cité par Laurent Mauduit, BHL confesse au sujet de Minc : « *Je connais peu de gens qui aient un sens éthique, aussi strict, aussi rigide que lui. Il a un goût non seulement éthique mais quasi esthétique pour les principes et affiche un mépris aristocratique pour leur violation.* » (*Petits conseils*, p. 238)

[19] Bernard-Henri Lévy n'est pas un ingrat. Sous le règne de Colombani, *Le Monde* et *Le Monde des livres* ont toujours été particulièrement bienveillants au sujet de [ses livres](#), de ceux de ses [proches](#) ou [des biographies de BHL quand elles ne lui étaient pas trop défavorables](#).

[20] Les actionnaires internes (rédacteurs et personnels du *Monde*, personnels de PVC, association Hubert Beuve-Méry,...) détiennent, certes, 52% de la « société de tête » Le Monde et Partenaires Associés (LPMA) mais celle-ci ne possède elle-même que 60% de la holding intermédiaire Le Monde SA qui contrôle à 95% la Société éditrice du *Monde*. En conséquence, les parts des actionnaires internes dans cette dernière sont inférieures à 35%. Ils sont en minorité au Conseil de surveillance du Monde SA où siègent 12 membres provenant de LPMA, 3 représentants du groupe Lagardère, 2 du groupe Prisa et un du groupe Stampa Europe. Dans sa lettre du 31 mai 2006, la Société des lecteurs excipait, comme gage d'« *indépendance* » la « *charte de convention de vote* » qui devait garantir que « *dorénavant, les 12 membres du Conseil de surveillance du Monde SA provenant de LPMA [voteraient] de façon solidaire.* » Telle n'a pas été le cas lors de la récente réélection d'Alain Minc à la tête de ce Conseil. Le 28 juin, alors qu'il n'obtenait pas les suffrages nécessaires pour être reconduit à la présidence du Conseil de LPMA, il a, en effet, réuni sur son nom au Conseil de surveillance du Monde SA : 11 voix pour, 2 abstentions et 5 contre.

[21] Pierre Péan et Philippe Cohen, op. cit., p. 499.

[22] Sur ce point, lire les pages (236 à 251) de *La Face cachée du Monde* consacrées au rachat avorté de *L'Express*. D'après les auteurs, Colombani serait allé jusqu'à menacer le propriétaire de l'époque (Jean-Marie Messier) en le prévenant : « *Si vous ne nous cédez pas L'Express, vous nous aurez pendant vingt ans. Et nous finirons par vous abattre...* » (p.249)

[23] *Le Journal du Dimanche* du 8 juillet 2007.

[24] Sur ce projet, lire ici même « [Pour la constitution de sociétés de presse à but non lucratif](#) » et « [Sociétés de rédacteurs. un rêve de journaliste](#) » sur le site du *Monde diplomatique*.

[25] Une tendance semble-t-il à l'oeuvre : voir « [Des journalistes au bord de la rébellion](#) » sur le site du *Monde diplomatique*.